

Alliance pour la justice économique et écologique

Rapport du groupe de travail, présenté à la 24ème Assemblée générale¹

En 1995, un colloque de la région Afrique australe sur le thème «Foi réformée et justice économique» s'était réuni à Kitwe et avait adressé un appel à l'ARM pour qu'elle «prenne en considération notre proposition de déclarer un *status confessionis* sur la base de notre vécu théologique africain». La 23ème Assemblée générale (Debrecen, 1997), y avait répondu par l'appel à s'engager dans un processus de reconnaissance, d'éducation et de confession (*processus confessionis*) dans les cas d'injustice économique et de destruction écologique. C'est ainsi que l'ARM a mis en place un programme d'alliance pour la justice économique et écologique avec ses partenaires œcuméniques au niveau mondial, le Conseil œcuménique des Églises, la Fédération luthérienne mondiale et des organisations œcuméniques régionales, et qu'elle a provoqué une série de colloques régionaux chargés de travailler la question du processus de reconnaissance et d'éducation.

23ème Assemblée générale

(Debrecen, 1997)

Briser les chaînes de l'injustice

Seoul/Bangkok, 1999

Asie (avec d'autres religions)

Messages aux Églises du nord et du sud

Budapest, 2001

Europe centrale et orientale

Servez Dieu, pas Mammon!

Fidji, 2001

Pacifique

L'île de l'espérance

Soesterberg, 2002

Europe de l'ouest

L'économie au service de la vie

Buenos Aires, 2003

Amérique latine

Assez! (enough is enough)

Stony Point, 2004

Amérique du Nord

Commerce équitable au service d'une économie de vie

Le Cap, 2001

ARM

Le fondement théologique de l'alliance pour la justice

Buenos Aires, 2003

Églises ARM sud-sud

Déclaration de foi

London Colney, 2004

Églises ARM sud-nord

Déclaration de foi

24ème Assemblée générale

(Accra, 2004)

Que tous aient la vie en plénitude

Ceux-ci ont conduit, en 2003, à la rencontre sud-sud réunissant 27 Églises membres à Buenos Aires, qui a produit une «Déclaration de foi relative à la crise universelle de la vie», et, en 2004, à la rencontre sud-nord de 26 Églises membres, à Londres Colney, qui a publié «Le temps est venu». Le stade de la confession était atteint.

Environ 80 Églises membres ont également pris part au programme alliance pour la justice, et huit d'entre elles ont produit une déclaration. En 1998, l'Église presbytérienne de Corée a dit: «Nous devons nous repentir... d'avoir pensé, de façon erronée, que la foi et les questions économiques constituaient des domaines séparés. Nous n'avons pas enseigné la nécessité d'un éthique économique cohérent (avec la foi)... L'Église de Corée doit jouer désormais un rôle actif dans la transformation de l'ordre économique mondial vers davantage de justice structurelle...» En 2000, l'Église évangélique presbytérienne du Portugal a pris position en faveur de la vie en s'engageant à «résister activement et à prendre part à la transformation de l'ordre économique mondial et à participer à la recherche d'une économie juste... Les comportements de type néolibéral abusifs sont l'expression du péché...». En 2001, l'Église évangélique vaudoise d'Italie a dit son «aversion profonde envers l'injustice économique et la violence politique», reconnaissant en même temps que ses membres «ont une part de responsabilité dans cette situation en tant que citoyens d'un des pays les plus riches du monde». En 2003, les Églises réformées en Argentine ont affirmé leur «foi en Jésus, qui a déjà vaincu le projet qui enfreint la volonté de Dieu» et elles se sont engagées «à proclamer, à travailler pour et à se consacrer à la vie en tant que projet de Dieu pour tous».

La résistance civile au niveau mondial, qui a commencé à Seattle en 1999, a aussi aidé les Églises à reconnaître la gravité de ce problème, et elles ont commencé à collaborer avec des mouvements mondiaux de la société civile afin de bâtir un modèle économique différent.

Ce que nous avons constaté: La situation économique

De nombreux changements se sont produits au cours des sept dernières années sur la scène économique internationale. Le colloque de Bangkok, en 1999, s'est déroulé pendant ce qu'on a appelé la crise asiatique, qui a frappé les pays d'Asie ayant procédé à la libéralisation de leur économie pour répondre aux recommandations des organismes internationaux. Au centre de la lettre adressée aux Églises du nord, on pouvait lire ceci:

Nous avons écouté ce que nous disaient des paysans, des femmes, des membres des populations autochtones, des pêcheurs, des citadins pauvres, des habitants des bidonvilles [au sujet] de la précarisation du travail à bas prix, de la misère qui frappe de plus en plus les femmes, du nombre croissant d'enfants au travail, de la traite des enfants et de la destruction de l'environnement en Thaïlande, en Inde, en Indonésie, en

Corée, en Malaisie, au Népal, aux Philippines et au Sri Lanka. Ce qui nous frappe, c'est qu'on retrouve partout les conséquences de l'endettement et de la mondialisation de l'économie sur nos sociétés... fondées sur le libéralisme.

La conférence de Budapest a eu lieu en 2001, après que les pays d'Europe centrale et orientale ont été atteints par la rapidité et la dureté du processus de passage d'une économie planifiée et centralisée à une économie de marché:

En 1989, dans l'ancien bloc communiste, environ 14 millions de personnes vivaient avec moins de 4 dollars par jour. Vers le milieu des années 1990, ce nombre était passé à 147 millions. Dans le même temps... on a vu apparaître... la richesse excessive d'une petite minorité... Là où le communisme comptait sur une planification d'État sans limite pour assurer un avenir meilleur, les politiciens et les responsables d'aujourd'hui se rallient sans restrictions aux mécanismes du marché... Cette «thérapie de choc» néolibérale, qui exige la réduction du rôle de l'État, a tout simplement neutralisé les dispositions sociales existantes pour les gens ordinaires. La mondialisation économique telle qu'elle se présente aujourd'hui menace des valeurs comme la justice, la charité, la paix, la modération, qui sont toutes ancrées dans la tradition chrétienne. Elle les a remplacées par les valeurs de la consommation effrénée et par la commercialisation croissante de la société.

La conférence sud-sud a eu lieu en 2003 à Buenos Aires. Il y a vingt-cinq ans, 9% de la population argentine était pauvre, et 50% faisait partie des classes moyennes. Aujourd'hui, pour avoir fidèlement suivi les prescriptions des organisations monétaires internationales, 59% sont pauvres et la classe moyenne a diminué de façon spectaculaire. Avec les représentants des Églises d'Afrique et d'Asie, les participants ont évoqué la rigueur croissante des ajustements structurels de leurs économies et la domination de plus en plus grande des marchés financiers. Ils ont poursuivi en parlant de

la similitude entre les crises que traversent les pays du Sud... La création est en crise... Nous sommes conscients des nouveaux signes des temps: nous assistons à l'expansion hégémonique incontestée de la mondialisation économique et des géopolitiques mondiales... Nous vivons manifestement un nouveau stade du capitalisme qui combine toutes les formes du pouvoir et affecte toutes les dimensions de la vie... Ce qui est également nouveau, c'est sa stratégie de domination à long terme, qui englobe tout, dans laquelle le marché financier mondial est devenu un empire et un dieu... À travers la mondialisation néolibérale, l'économie, appelée à contribuer à la vie et au bien-être de tous, est devenue un système totalitaire de type religieux visant à l'accumulation de richesses par quelques-uns, mettant en danger la vie dans son ensemble sur notre planète... Nous sommes unis dans le rejet de ce modèle.

Depuis Debrecen, l'ARM et ses Églises membres ont beaucoup travaillé pour prendre conscience de la crise économique et de la destruction de l'environnement. Il est plus facile aux victimes de le constater qu'à ceux qui en bénéficient. On a fait beaucoup de conscientisation, beaucoup de gens ont pu en apprendre davantage sur la façon dont est organisé le monde financier et dont la planète est menacée.

Nouveaux signes des temps

Depuis l'appel de Debrecen, les signes des temps sont devenus de plus en plus alarmants et la situation a empiré. Le monde a été témoin des souffrances des populations, qui vont en augmentant et en s'intensifiant. Un exemple en est la pandémie du VIH/sida, notamment en Afrique. L'ordre mondial provoque la famine, la misère, l'effondrement économique, les crises financières. Les crises économiques d'Asie et d'Amérique latine ont causé des souffrances inimaginables et la désintégration de la vie des gens. Les Caraïbes, du fait de leur faible population et de la fragilité de leur économie et de leurs écosystèmes, a connu des pertes d'emploi, une misère accablante, une augmentation sans précédent de la criminalité et des violences, la détérioration de l'environnement et le développement du sida. Dans les nations des îles du Pacifique, les problèmes économiques et écologiques sont étroitement liés. Le réchauffement de la planète menace les îles les plus basses, les essais nucléaires empoisonnent l'océan, les terres, les populations et toutes les créatures vivantes, les industries minières augmentent la déforestation et détruisent les forêts pluviales.

On note une convergence spectaculaire entre les souffrances et la détresse des populations et la destruction, la dégradation irréversible de l'écologie de la planète. Des phénomènes nouveaux et évidents sont apparus avec le processus d'intégration sans précédent de la mondialisation économique et de la géopolitique universelle.

- Le monde est devenu unipolaire et il est dominé par l'empire
- Le monde connaît une intégration stratégique militaire universelle dont témoigne la «guerre au terrorisme» menée par les États-Unis. Le militarisme augmente étant donné que la guerre est devenue le moyen principal de préserver le marché mondial.
- La domination unilatérale de la politique mondiale par l'empire se manifeste par la paralysie de l'ONU.
- On provoque à tous les niveaux des conflits virulents entre groupes religieux et on les utilise au service des objectifs géostratégiques de l'empire.

Notre communauté de foi est invitée à agir de toute urgence, car toute la création gémit et les souffrances des gens vont en s'intensifiant. Cela nous amène à nous ancrer fermement dans nos assises bibliques et réformées pour relever ce défi.

Ce que nous avons appris: l'économie de Dieu

La théologie réformée et l'économie

L'enseignement théologique réformé dit que toute activité économique repose sur les dons qui viennent de Dieu. Les biens matériels sont donc les instruments de la grâce de Dieu au service de la vie. L'argent se transforme en Mammon lorsqu'on s'en sert pour traiter le peuple de Dieu et la terre de façon injuste. L'activité économique humaine doit être régulée, car les êtres humains sont cupides. Lorsqu'elle est définie à partir de l'alliance de Dieu, l'économie met la vie en valeur, elle est centrée sur la vie, pour le peuple de Dieu, pour toutes les créatures vivantes et pour l'ensemble de la planète (Genèse 9). Lorsqu'elle est éclairée par la grâce de Dieu, l'économie de l'alliance est une «économie de la communauté» dont l'amour et la justice constituent le fondement spirituel.

- Alors que l'économie néolibérale actuelle produit l'exclusion, celle de Dieu favorise l'inclusion.
- Alors que l'économie néolibérale est une économie qui exploite les pauvres, l'économie de Dieu est une économie qui protège les pauvres.
- Alors que dans l'économie néolibérale le flux de la richesse va des pauvres vers les riches, dans l'économie de Dieu, il va des riches vers les pauvres.
- Alors que dans l'économie néolibérale les pauvres sont invisibles, dans l'économie de Dieu ceux qui sont vulnérables sont placés sous le regard de tous.
- Alors que l'économie néolibérale est basée sur la cupidité et le profit, l'économie de Dieu est basée sur le sentiment communautaire et le soutien mutuel.
- Alors que l'économie néolibérale se fonde sur une concurrence sans bornes, l'économie de Dieu est une économie de coopération.

L'option préférentielle pour les pauvres

Le rapport de la Commission mondiale sur le développement et l'environnement, intitulé *Our Common Future* («Notre avenir commun»)² exprime en une seule phrase l'essentiel de ce à quoi la Bible nous appelle: «Priorité absolue doit être donnée aux besoins essentiels des pauvres du monde». Tel est le critère de toute action économique et de toute action sociale, qu'il s'agisse d'individus, de groupes ou d'institutions, d'Églises, d'autorités publiques ou d'entreprises.

Priorité

Si quelqu'un ou quelque chose est prioritaire, cela vient en premier. Si les besoins essentiels des pauvres sont prioritaires, il faut y répondre avant de passer à tout autre besoin. Cela exclut toute action, toute politique qui enrichirait d'abord les riches, même si elle prétend améliorer par la suite le sort des pauvres.

Cela exclut, par exemple, la politique dite «des retombées», si chère aux néolibéraux. Dire que la priorité est *absolue*, c'est simplement en souligner l'urgence. Il faut exercer la priorité, aucun argument ne doit servir à la retarder.

Les pauvres

Les pauvres, ce sont ceux qui sont démunis, ceux à qui l'on refuse les moyens de subsistance, les moyens de se protéger. Ce sont les orphelins, les veuves et les étrangers à l'égard desquels la Bible nous rappelle sans cesse notre responsabilité. Ce sont les faibles, ceux qui n'ont ni propriété ni ressources; ceux qui sont vulnérables, ceux à qui Jésus adresse son message de libération (Lc 4,18-19; Mt 25,34-45); ceux à qui on refuse la vie en plénitude. Il peut s'agir d'individus, mais également de familles, de groupes humains, de pays, de cultures. Par exemple, les peuples autochtones doivent être protégés des tentatives des transnationales qui cherchent à s'appropriier leur savoir et leur culture pour en tirer profit.

L'appel de Dieu, c'est donner priorité aux pauvres *du monde* qui doivent pouvoir jouir de la vie dans l'égalité et dans la dignité. Qui est mon prochain? (Lc 10,29-37). Jésus nous fait franchir les frontières de race, de sexe, de caste, de classe, de nationalité. Mon prochain peut être n'importe où, ce qui a des conséquences sur les politiques de beaucoup de pays riches en matière

Besoins essentiels

Les pauvres sont les principaux acteurs dans l'économie de Dieu. C'est à eux de définir leurs besoins. Personne n'a à répondre à leur place. Mais nous pouvons être certains que, parmi ces besoins, il y a l'humanité, la dignité et l'autonomie dont Dieu a doté chaque personne, chaque groupe humain, chaque culture (cf. par exemple Dt 24,10). Quoi que l'on fasse pour permettre aux pauvres de faire face à leurs besoins, il faut garder cette dignité présente à l'esprit. La sécurité figure parmi les premiers de ces besoins. C'est chaque jour qu'il leur faut trouver la nourriture quotidienne, comme nous le rappelle l'oraison dominicale («Donne-nous *aujourd'hui* notre pain *de ce jour*»). Toute politique économique qui fait courir des risques aux pauvres met en question cette exigence. Il faut, par exemple, s'opposer à la politique de l'Organisation mondiale du commerce qui fait courir des risques à la sécurité alimentaire des communautés les plus pauvres. Ou encore, l'un des arguments à opposer aux semences génétiquement modifiées, c'est qu'elles peuvent mettre en danger les récoltes des paysans pauvres.

Le fait que certains puissent être réduits à une économie de simple survie, voire de mort, est une offense à la surabondance, à la plénitude de vie que Dieu promet à tous.

L'intégrité de la création

Dieu est l'auteur de toute vie. Nous percevons la joie de Dieu dans l'ensemble de la création ainsi que sa bénédiction sur tout ce qui a été créé (Psaume 104). L'alliance de Dieu invite tous les êtres à entrer dans une relation où toute la création participe à une vie commune. L'alliance de Dieu pour la vie s'étend à toute la création et déborde le présent pour englober l'avenir (Gn 9,8-11). Une économie qui n'admet pas ce principe est une économie qui pêche contre la création de Dieu.

Nous avons rompu l'alliance. Nous continuons de maltraiter la nature par une exploitation inconsiderée des ressources naturelles données par Dieu, l'eau, la terre, l'air. Des millions de gens se voient privés de ressources vitales comme la terre et l'eau, parce que celles-ci sont confisquées en vue du profit. L'eau est polluée et cela détruit la source même de la vie pour tous. Les cultures et la spiritualité des peuples autochtones, qui sont étroitement liées à la terre, sont détruites, ce qui les prive des fondements de leur identité et de leur survie. Les rôles des femmes, qui donnent vie, sont menacés. Il faut reconnaître que l'économie de Dieu veut dire interdépendance, pour le bénéfice mutuel de toute la création. Ce qu'exprime très bien l'expression *ubuntu* (je suis parce que nous sommes – nous sommes parce que je suis), cette notion africaine qui dit l'interrelation de toute la création, Dieu y compris. Et également *sang saeng* (vivre ensemble), concept coréen exprimant la convivialité et l'interdépendance.

Une économie de vie libérerait la terre pour reconstituer toute vie. Nous avons vocation de protéger la puissance génératrice de vie de la terre, non de la détruire. Il nous faut réaffirmer l'alliance de Dieu pour être fidèles et obéissants en tant que peuple de Dieu.

Un verger planté d'économies en fleurs:

Comment envisager autrement l'économie de Dieu

On dit souvent qu'il n'y a pas d'autre solution que l'économie néolibérale. C'est faux, ainsi qu'on peut le constater en envisageant l'économie soit comme un tunnel, soit comme un arbre fruitier. Le tunnel, c'est le processus actuel de mondialisation. Tous les peuples, toutes les économies doivent en principe passer dans ce tunnel de la productivité croissante et de la compétitivité dans le cadre du marché mondial s'ils veulent atteindre la lumière à la sortie, c'est-à-dire un taux élevé de consommation pour tous. Mais, dans ce tunnel, tous ne sont pas admis à circuler de façon identique. Les éléments les moins efficaces, les moins productifs ralentissent la circulation, comme par exemple les chômeurs, ou les pays qui ont du mal à s'adapter, à se moderniser. Les véhicules les plus rapides disposent d'une voie de circulation particulière. En fin de compte, tous doivent accepter le stress, la pollution, le bruit dans ce tunnel. La circulation a priorité sur l'environnement.

Un arbre, c'est tout autre chose qu'un tunnel. Un arbre sain est plein de vie, sa croissance est bien différente du passage à travers un tunnel. Et d'abord, ce sont toutes les cellules vivantes de l'arbre qui participent. Ensuite, l'arbre ne pèse pas sur son environnement, il l'enrichit. Enfin, il porte du fruit, à la fois pour assurer sa propre vie et pour nourrir les autres. L'activité des cellules est un travail qui a du sens, le cadre, c'est l'environnement mondial et les fruits, la satisfaction de tous les besoins essentiels. Comment un simple arbre peut-il réaliser ce que les plus avancés des modèles d'économies-tunnels sont incapables de faire?

Dès qu'il a atteint sa maturité, l'arbre cesse de se développer à la verticale, il met toute son énergie et ses ressources dans la production des fruits. Son principe de base, c'est la floraison, pas l'expansion. Même dans les pays les plus riches, la loi de l'expansion incessante du marché est devenue une calamité: le stress augmente, les problèmes d'environnement échappent à tout contrôle, tout est placé sous la loi du marché qui exige toujours plus de productivité et de compétitivité.

Mais tout pourrait changer si on abandonnait l'exigence de l'augmentation continue du niveau de vie et si on adoptait de nouveaux modèles de production, de consommation et de distribution fondés sur la bienveillance et le partage. La richesse matérielle des riches est maintenant assez grande. Leurs arbres sont parvenus à maturité, il faut maintenant qu'ils laissent de la place pour que d'autres arbres se développent et fleurissent. La solution, ce serait un verger planté d'économies en fleurs, dont chacune porterait sa propre catégorie de fruit. Le moment est venu de changer du tout au tout si l'on veut éviter la catastrophe absolue et si la création doit pouvoir bénéficier de la vie en plénitude.

Mettre en œuvre des solutions de rechange dans l'économie de Dieu

Dans la situation actuelle, lorsque l'idéologie dominante prétend qu'il n'y a pas d'autre solution, il est essentiel de démontrer qu'il est possible de passer à un autre type d'économie. L'économie de Dieu, telle que la Bible en témoigne, n'est pas un vœu pieux. Le peuple de Dieu, dans divers contextes caractérisés par des systèmes d'oppression et d'esclavage, depuis les empires de l'ancien Moyen-Orient, a mis en œuvre des solutions de rechange et a cherché à dompter les éléments de l'économie qui n'étaient pas conformes à l'amour attentif que Dieu éprouve pour toutes les créatures.

La plénitude de vie pour tous, le bien commun, tels sont les critères de base de l'économie de Dieu. Aussi est-ce le groupe local ou régional de familles ou de personnes vivant ensemble dans un certain cadre naturel, culturel et social qui forme l'unité de base et le point de référence (Nombres), et non l'individu. Il y a des formes de propriété qui sont justes d'un point de vue social et sérieuses sur le plan écologique. Elles pourraient donner à tous les peuples accès aux dons de Dieu, puisque c'est lui qui, en fin de compte, est le propriétaire de cette terre.

La propriété, l'accès, le contrôle peuvent prendre diverses formes selon les contextes culturels différents des groupes humains et des peuples. Il nous faut dépasser l'idée fautive selon laquelle l'économie ne pourrait être que soit privatisée, soit centralisée. La perspective principale consiste à élaborer un ordre économique à partir d'en bas, de façon à ce que la vie des gens soit préservée. Toutes les structures juridiques, institutionnelles et politiques, depuis le niveau local jusqu'au niveau universel en passant par le national, doivent être au service de la société de manière à ce que tous puissent vivre en harmonie avec les autres et avec la nature. Parmi les options, il peut y avoir la propriété communautaire, ou coopérative, ou publique, aussi bien que la propriété en vue de l'usage privé, tout ceci soumis à des conditions écologiques et sociales décidées par la communauté. En plus de la terre, il y a des biens et des services de base qu'il faut garantir de la même façon, tels que l'eau, l'énergie, la santé, l'éducation, les transports. Tous doivent avoir accès à l'abondance de la création, et pas uniquement ceux qui ont un pouvoir d'achat fondé sur la propriété et la main d'œuvre contractuelle.

Cette fourniture de biens et de services publics doit être réglementée à différents niveaux, y compris au niveau mondial, avec la participation des personnes concernées. Aussi les Églises devraient-elles s'associer aux mouvements civils pour essayer de barrer la route aux tentatives actuelles des pays riches qui cherchent à privatiser tous les services publics, dans le cadre des négociations de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'Organisation mondiale du commerce. Il faut également qu'elles luttent pour bloquer la privatisation de la propriété intellectuelle, par exemple le système des brevets sur des semences et des produits pharmaceutiques (contre le VIH/sida entre autres) et sur la culture populaire, dans le cadre de «l'Accord sur les droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce» (ADPIC) de l'OMC.

Autre secteur clé: la production et le travail. Des petites et moyennes entreprises en liaison avec des groupes humains au niveau local et régional devraient être prioritaires dans le cadre d'une économie tournée vers la satisfaction des besoins des gens dans un cadre local. Pour ce qui est des sociétés et des unités de production industrielle importantes et transnationales, il faudrait procéder à un contrôle public de façon à vérifier que les conditions de travail sont correctes, les salaires convenables, le niveau écologique garanti et la fiscalité établie avec justice. Les droits sociaux et culturels devront être appliqués de façon universelle, y compris ceux des paysans, des ouvriers et des travailleurs immigrés. Tout cela est possible, à condition que les gouvernements et les acteurs de la société civile coopèrent au lieu d'être en concurrence.

Aujourd'hui, les marchés financiers et le système monétaire international se caractérisent par la spéculation, l'évasion fiscale et des institutions antidémocratiques comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Ces institutions imposent des programmes d'ajustement structurel

aux pays surendettés, à une exception notable, les États-Unis d'Amérique. Il est faux de dire qu'il n'y a pas d'autre solution sur ce terrain décisif. Parmi les propositions de solutions de rechange, il y aurait une banque centrale mondiale, des facilités de liquidité au niveau international, un fonds structurel (comme les Fonds structurels de l'Union européenne) à partager entre régions riches et régions plus faibles, et un régime commercial imposant une discipline aux pays les plus riches. C'est l'ONU qui pourrait être le cadre démocratique, plutôt que le FMI antidémocratique et la Banque mondiale, qui fonctionne selon le principe «un dollar, une voix».³ Ces propositions pourraient favoriser la perspective d'un «verger planté d'économies en fleurs». Il faut pousser la croissance économique des pays pauvres, alors que l'expansion économique des pays les plus riches ne peut pas être laissée sans entraves.

Il est possible aux peuples du monde entier de changer la situation actuelle, s'ils unissent leurs forces. Ils peuvent travailler en faveur de solutions de rechange aux niveaux local et régional, là où ils ont un accès direct. Sur le plan national, régional et mondial, ils peuvent nouer des alliances et constituer des mouvements pour lutter afin d'acquérir l'espace politique qui leur assurera un contrôle sur l'économie. Du point de vue de l'économie de Dieu, qui est une économie qui accueille et qui favorise la vie, les Églises sont invitées à rejoindre les luttes des pauvres et à être solidaires avec eux, afin que tous puissent vivre, et vivre en harmonie avec la création.

Alliance pour la justice économique et écologique

Depuis Debrecen et jusqu'à aujourd'hui, nous avons reconnu les signes des temps. L'injustice économique et la destruction de l'environnement s'opposent à la plénitude de vie que Dieu accorde à l'ensemble de la création.

Ce qui est en jeu, c'est l'alliance que Dieu a faite avec toute la création et, du coup, la vie se trouve sérieusement menacée. Le langage néolibéral qui parle de contrats, de concurrence, de privatisation et de la totale liberté de l'individu n'est pas compatible avec la notion d'alliance.

L'alliance de Dieu est l'affirmation de la promesse de Dieu par opposition aux puissances de destruction et de domination des empires (de l'Égypte à Babylone et à Rome, et ainsi de suite).

Dieu prend l'initiative d'une alliance avec les humains lorsque leur vie est en crise. Ils deviennent ses partenaires. L'alliance de Dieu avec Noé et ses descendants et avec toute créature vivante a été conclue alors que le monde était totalement dévasté par le déluge (Genèse 9). L'alliance avec Abraham a été conclue alors que celui-ci n'avait ni descendant, ni terre. L'alliance de Jésus a été conclue alors que nous étions privés de salut. Dans la Bible, l'alliance est donc un processus dont Dieu prend l'initiative en vue de normaliser une situation anormale. L'alliance de Dieu est un acte qui libère du mensonge et conduit vers la vérité.

Les règles de l'empire excluent, la vie en plénitude y est réservée à «quelques-uns», aux «plus grands», mais l'alliance de Dieu inclut la totalité de la terre, le peuple de Dieu et toutes les créatures vivantes (Genèse 9). Et, qui plus est, de façon à corriger l'exclusion qui prive de vie les humains et les êtres vivants, l'alliance de Dieu commence par accueillir dans un partenariat actif ceux qui sont les plus exclus, les pauvres, les personnes vulnérables, les esclaves, les étrangers. Dans l'alliance de Dieu, les derniers sont les premiers et les premiers sont les derniers. Lorsque tous les êtres vivront ensemble en alliance, nous verrons que Dieu a donné en abondance et qu'il y a assez de tout pour tous.

Faire alliance, c'est un acte qui ne consiste pas seulement à se mettre à la place de l'autre, mais aussi à se reconnaître soi-même dans l'autre. En établissant son alliance, Dieu se reconnaît lui-même dans l'ensemble de la création. Dans l'alliance que Dieu a conclue avec toute la création, toutes les parties de la création sont placées dans une relation d'interdépendance. L'alliance est une forme déterminante de solidarité qui triomphe des contradictions résultant des puissances injustes (Ga 3,26-29).

Dans ce contexte de vie menacée, de communautés déstructurées, de vérité déformée, nous devons réaffirmer et renouveler l'alliance que Dieu a conclue avec toute la création, que le Christ a restaurée et dont il a promis qu'elle ne serait jamais rompue, alliance que l'Esprit saint continue de renouveler même à présent.

Le moment est venu de rejeter le discours trompeur qui met en question la souveraineté de Dieu et qui appauvrit la vie de la création. Le moment est venu pour les Églises infidèles à l'alliance de Dieu de se repentir de leur infidélité. Le moment est venu de normaliser la vie anormale. Le moment est venu de renforcer la solidarité de l'alliance entre toutes les formes de vie.

Agir en partenaires d'alliance

Se repentir

Dieu nous appelle, individuellement et comme Églises, à confesser la façon dont nous avons été et continuons d'être infidèles et désobéissants à son alliance, et il nous appelle à nous en repentir. Car le projet de Dieu, c'est que la terre vive dans un esprit convivial et en sécurité. Dans notre contexte, alors que tant de gens, de lieux et d'espèces de notre terre se voient systématiquement exclus de la plénitude de la vie, la fidélité à l'alliance de Dieu consiste à œuvrer pour triompher de notre engluement dans le système actuel.

Le temps est venu, pour l'Assemblée générale, d'appeler les Églises et leurs membres à se repentir d'avoir été complices, par leurs silences, leurs dénégations, ou de façon directe, des caractéristiques suivantes du capitalisme néolibéral:

1. là où l'endettement réduit les personnes et les nations à l'esclavage et leur refuse le nécessaire;
2. là où une dégradation écologique systématique détruit le cadre de vie;

3. là où nous avons cédé à la cupidité pour obtenir la richesse et les biens matériels;
4. là où la propriété est entièrement absorbée par de grands propriétaires de capitaux en vue d'accumuler des biens à titre privé aux dépens du bien commun;
5. là où le système financier conduit à la spéculation, à la corruption, à l'évasion fiscale et à des taux exorbitants de rendement du capital.

Répondant fidèlement à l'alliance de Dieu, il est temps que l'Assemblée générale appelle les Églises et leurs membres à se repentir:

1. en triomphant de la cupidité et du culte de la consommation;
2. en refusant des interprétations et des expressions individualistes de la foi;
3. en luttant contre des échelles de salaires injustes;
4. en cessant d'investir dans des banques et des fonds impliqués dans la spéculation, l'évasion fiscale, ou qui prennent des taux d'intérêt au-delà du taux de croissance;
5. en prêtant davantage attention à la protection des habitats naturels.

Rejeter

Le temps est venu, pour l'Assemblée générale, d'appeler les Églises et leurs membres à adopter une déclaration de foi allant à l'encontre des implications structurelles et pratiques du capitalisme néolibéral. Cette idéologie exclut systématiquement les pauvres, engendre des souffrances, détruit la planète et se prétend souveraine sur la totalité de la vie. Elle affirme être sans alternative, défiant ainsi la souveraineté de Dieu. L'idéologie néolibérale est un défi opposé à l'alliance de Dieu. Elle est fondée sur:

1. le principe de la propriété privée comme seul fondement juridique, sans aucune obligation ou contrat d'ordre social ou écologique;
2. la cupidité, la concurrence, le culte de la consommation et l'accumulation illimitée de la richesse, tout cela étant considéré comme ce qu'il y a de mieux pour le monde entier;
3. la privatisation des dons que Dieu accorde, ainsi que la libéralisation, la déréglementation et la protection des marchés dans l'intérêt des détenteurs de capitaux;
4. le mauvais usage du pouvoir technologique qui, de cette façon, pille, dégrade et détruit les ressources de la planète, manipule et détruit le tissu biologique de la vie à tous les niveaux.

Répondant fidèlement à l'alliance de Dieu, il est temps que l'Assemblée générale appelle les Églises et leurs membres à rejeter:

1. les régimes juridiques qui protègent les pouvoirs et les puissances néolibérales et sacrifient à la fois les personnes et la vie;
2. le régime militaire de l'empire qui transforme les personnes et la vie en victimes au moyen de ses guerres et de ses armes et qui détruit la paix sur la terre;

3. le régime qui, sur le plan de l'environnement, exploite les ressources naturelles et les êtres vivants sans souci de la vie sur la planète;
4. la façon dont on utilise la communication et l'information pour exercer une domination sur la conscience des peuples;
5. l'avidité, destructrice de la personne humaine et de la communauté.

Agir

La fidélité et l'obéissance à l'alliance de Dieu exigent que nous nous mettions à l'œuvre pour traduire en actes la perspective globale de Dieu qui veut la vie en plénitude pour tous. Il est temps que l'Assemblée générale appelle les Églises, les communautés locales et leurs membres à agir d'une manière conforme à l'alliance de Dieu pour la justice économique et écologique en passant en revue les domaines suivants de la vie de l'Église: vie spirituelle, pastorale, éducation, finances, travail diaconal relatif aux initiatives écologiques et économiques, mission, relations œcuméniques.

Exemples de ce que certaines Églises ont fait:

- Résister au culte de la consommation, vivre simplement pour que le style de vie de quelques-uns ne détruise pas les êtres humains et la planète;
- Interpeller les riches membres de l'Église en les incitant à suivre Jésus et à partager;
- Construire une vie spirituelle, par le culte, l'étude biblique, la prière, en se fondant sur la justice économique et l'intégrité écologique;
- Instruire les enfants au catéchisme et à l'école biblique au sujet de la justice économique et de l'intégrité écologique;
- Faire la dîme pour soutenir les pauvres et la communauté;
- Se lancer dans une action missionnaire/diaconale en rapport avec les questions écologiques et la destruction de l'environnement;
- Adopter en paroisse des déclarations missionnaires faisant mention de la justice économique et écologique, et les appliquer;
- Partager le travail et les revenus pour éviter les suppressions d'emploi et s'assurer que chacun dispose d'un salaire décent;
- Investir dans des fonds de développement durable, dans des banques alternatives et dans des initiatives de coopération;
- Travailler à créer une économie durable en soutenant des initiatives comme le «commerce équitable»;
- Introduire des mesures qui s'inspirent de l'année du jubilé (Lévitique 25) pour la remise des dettes et l'année sabbatique, à la fois sur le plan personnel et communautaire.

Les Églises, les communautés locales et leurs membres sont appelés à agir solidairement à tous les niveaux:

- En s'associant à la résistance des victimes;
- En se rassemblant et en écoutant ce qu'ont à dire ces victimes afin d'établir une perspective différente de ce que propose actuellement le néolibéralisme;
- En édifiant une économie de vie grâce à des initiatives durables en liaison avec le mouvement œcuménique mondial, avec les communautés religieuses, les mouvements civils et des groupes de chrétiens engagés, de façon à triompher de l'idolâtrie et de l'injustice du capitalisme néolibéral;
- En travaillant pour vivre en harmonie avec tous les êtres vivants sur la terre.

Recommandations

Le groupe de travail recommande que l'Assemblée générale:

- adopte une déclaration de foi s'opposant au capitalisme néolibéral et à ses implications structurelles et pratiques, comme incompatibles avec l'Évangile;
- appelle les Églises membres à tous les niveaux à s'engager dans le processus d'alliance pour la justice économique et écologique dans le but de concrétiser l'économie de Dieu de vie en plénitude pour tous;
- coopère, ainsi que ses Églises membres, avec les autres Églises chrétiennes, la communauté œcuménique, les autres religions, les mouvements de la société civile et les mouvements populaires en vue d'une économie juste et de l'intégrité de la création;
- traduise cette vision de la vie et du travail de l'Alliance dans les décisions et les recommandations du comité des directives et du comité des affaires internationales;
- invite fermement ses Églises membres, à tous les niveaux, à mettre en œuvre cette vision au moyen d'un acte d'alliance.

Notes

1. Sont membres du groupe de travail «Alliance pour la justice» nommé par le comité exécutif de l'ARM: Elizabeth Nash, Omega Bula, Edward Dommen, Ulrich Duchrow, Bob Goudzwaard, Kim Yong-bock, Gretel van Wieren, Takatso A. Mofokeng, Leonor Briones, et Park Seong-won (secrétariat ARM).
2. World Commission on Environment and Development, *Our Common Future*, Oxford University Press, 1987, p.43.
3. En 1944 déjà, lors de la conférence de Bretton Woods, J.M. Keynes, le grand économiste du siècle dernier, avait proposé un cadre institutionnel susceptible de rendre possible, après la deuxième guerre mondiale une économie réglementée sur le plan social. Un projet semblable avait été suggéré par les rapports sur le développement humain du PNUD en 1992 et en 1994, ainsi que lors du Sommet social mondial de Copenhague en 1995. En 1944, ces plans ont été repoussés par les États-Unis, en 1995 par le G7 néolibéral.